

Compte-Rendu de la réunion du Conseil Municipal du 14 septembre 2019 à 9 heures
Réuni sous la présidence de M.le Maire.

Étaient présents :

Messieurs Jacques DUVIVIER, Philippe CAUBEL, Olivier ARNOLD, Ludovic HARDOUIN, Amaury de LOUVENCOURT, Christian RICOU, Céline CEFBER MANDARD et Madame Monique ALLAB,

Était absent avec pouvoir:

Yvon GUEGAN avec pouvoir à Amaury DE LOUVENCOURT

Était absent sans pouvoir: Vincent BONIGAL

Philippe CAUBEL a été nommé secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, les élus présents sont invités à se prononcer sur les points suivants :

Monsieur le Maire demande à ajouter trois points à l'ordre du jour :

1. Suite à un mail reçu de la communauté de communes il convient de délibérer pour la mise en place d'une convention pour la mise à disposition d'une solution globale RGPD et e-administration avec la communauté de communes.
2. Afin de finaliser le bail de l'atelier de transformation il convient que le conseil municipal donne l'autorisation à Monsieur le Maire de signer ce Bail avec la SAS les Favorites.
3. Subvention pour l'association des jeunes dans le cadre de la fête de la bière.

Approbation du Procès-Verbal du Conseil Municipal du 7 juin 2019

Lecture faite et sans observations à l'issue de l'envoi du dit Procès-Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès-Verbal du 6 avril 2019 est approuvé à l'unanimité des présents et pouvoirs, à savoir : 0 voix Contre, 0 abstention, et 9 voix Pour.

2019-046 : Convention pour la mise à disposition d'une solution globale RGPD et e-administration par la communauté de communes

Depuis le 25 mai 2018, le Règlement Général à la Protection des données est entré en vigueur. Il s'agit est le cadre européen concernant le traitement et la circulation des données à caractère personnel et s'applique à l'ensemble du territoire de l'union européenne.

L'e-administration, ou administration électronique, désigne l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les institutions publiques. Cette nouvelle organisation qui impose la dématérialisation des documents et des échanges vise à répondre à plusieurs objectifs :

- Être en conformité avec la réglementation RGPD,

- Simplifier et améliorer l'efficacité de l'organisation interne,
- Simplifier les échanges entre les collectivités et l'État,
- Améliorer et homogénéiser les relations avec les citoyens,
- Accélérer les relations avec les Entreprises.

Les principales activités du GIP Recia sont :

- Le réseau régional haut débit,
- L'hébergement de données,
- La maintenance informatique des lycées, des collèges, des CFA, des EFSS,
- L'aménagement numérique du territoire (conseil / Réseaux d'Initiative Publique),
- Les études, expertises, assistance, conseil, veille, animation, observatoire,
- L'économie numérique et le programme de transition numérique,
- Les Environnements numériques de travail,
- La Géomatique,
- Les espaces publics numériques,
- L'e-administration.

En ce qui concerne les collectivités, le GIP Recia :

- Aide au respect de la réglementation RGPD,
- Informe ses membres des évolutions technologiques et réglementaires,
- Propose des solutions logicielles adaptées, éprouvées et simples d'utilisation,
- Assure la formation et le soutien nécessaires à la prise en main des outils,
- Accompagne les collectivités dans leur transition numérique.

Afin de répondre à ces nouvelles obligations, la Communauté de Communes de BLERE - VAL DE CHER a décidé d'adhérer au GIP RECIA (Groupement d'Intérêt public Région Centre Interactive) à son profit, à celui de ses communes membres ainsi qu'à celui du Nouvel Espace du Cher.

Ainsi, la présente convention est établie afin de fixer les droits et obligations de chacune des parties dans la cadre de l'adhésion de la CCBVC au GIP RECIA.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve la convention pour la mise à disposition d'une solution globale RGPD et e-administration

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention

2019-047 : Délibération autorisant Monsieur le Maire à signer le bail de location de l'atelier de transformation avec la SAS Les Favorites

- Les travaux de l'atelier de transformation étant terminés, il convient de signer un bail à compter du 1er Octobre 2019 à la Société LES FAVORITES - 59 rue de la République 37800 SEPMEs.
- Le bâtiment sis à CERE LA RONDE, 7 rue Georges Sand, à usage de transformation et conditionnement de produits BIO se décomposant comme suit :
- Au rez de chaussée :

- Un bureau et locaux sociaux, trois chambres froides négatives et positives ;
- Une grande pièce à usage de transformation des produits isolées par des cloisons de type « DAGARD » ;
- Toilettes et lavabos.
- A l'étage :
- Une grande pièce destinée au stockage des emballages ainsi qu'au matériel d'étiquetage et bureautique
- Monte charges entre les deux niveaux
- Parking visiteurs
- Cour de livraison
- Air de dépôt d'ordures sèches
- Allée commune afin d'accéder à une parcelle située à l'Ouest du dit bâtiment.
- Moyennant un loyer de 479 euros H.T mensuels pendant trois ans.
- Option d'achat au profit de la Société preneuse pendant ce délai de trois ans au prix de 558 000 euros TTC 465 000 HT
- A défaut d'option dans ce délai, conclusion d'un bail commercial moyennant un loyer mensuel de 1 800 euros H.T.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve le bail consenti à la SAS Les Favorites

Autorise Monsieur le Maire à signer le bail et la promesse de vente avec la SAS Les Favorites.

2019-048 : Subvention pour l'association des jeunes dans le cadre de leur participation à la fête de la bière

L'association des jeunes dans le cadre de leur participation à la fête de la bière sollicite une subvention de 256.13€

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve la subvention pour l'association des jeunes

■ 2019-049 Décision modificative n°(3) pour les frais de notaires de la succession Barry

Vu la délibération 2019-030 Acceptation du legs de Monsieur BARRY

Vu le manque de crédits à l'article 2132 « Immeubles de rapport » pour régler les frais de succession.

Vu les disponibilités de crédits à l'article 2135 « Installation générales, agencements, aménagements des constructions »

Monsieur le Maire propose la décision modificative suivante :

37046	CERE LA RONDE - (COMMUNE)	DM n°3 2019
Code INSEE	COMMUNE DE CERE LA RONDE	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

MANQUE DE CREDIT A L'ARTICLE 2132 - IMMEUBLE DE RA

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-2132 : Immeubles de rapport	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2135 : Installat° générales, agencements, aménagements des construct°	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général	0,00 €		0,00 €	

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve la décision modificative n°3 telle que présentée ci-dessus

Charge M le Maire de la signature des éventuels documents afférents

■ 2019-050 : Remboursement d'une facture de vétérinaire pour la stérilisation de chats

Vu la délibération 2019-042 par laquelle le conseil municipal a prit la décision de ne pas signer la convention avec la fondation 30 millions d'amis et s'est engagé à régler les stérilisations des chats au coup par coup

Vu la facture d'un montant de 285.00 € de la clinique vétérinaire du Donjon Réglée par Madame Myriam MOREAU

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve le remboursement de 285.00€ à Madame Myriam MOREAU

Dit que les crédits sont inscrits au budget

Dit que les stérilisations de chats errants devront obligatoirement obtenir en amont une autorisation écrite de la mairie et que l'animal devra être emmené chez le vétérinaire de Noyer sur Cher avec qui la mairie a un partenariat.

**■ 2019-051 : Tarifs ateliers Archéologie,
Vannerie et couronnes de Noël**

Monsieur le Maire donne la parole à Céline Cefber-Mandard qui présente les ateliers devant se dérouler cette année, il convient d'en fixer les tarifs.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Fixe les tarifs suivants :

Achéoloches : 1^{er} juin 2019 8€

Archéoloches : 28 septembre pour tout public 5€

Vannerie : 2 novembre 15h enfant 5€ Adulte 10€

Couronne de Noël : samedi 8 ou 9 décembre adulte 20€

Tarifs foire aux chèvres

Sans Objet

■ 2019-052 : Subvention pour l'ASSAD-HAD pour l'achat de brumisateurs

Dans un contexte de fortes chaleurs l'association ASSAD-HAD service d'aide et de soins à domicile a procédé à l'achat de 6900 brumisateurs rechargeables pour un coût total de 16 477.20€ TTC.

L'association sollicite une subvention d'un montant libre de choix afin de les accompagner dans la mise en œuvre de ce projet fort de valeurs et écoresponsable.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Décide d'accorder une subvention d'un montant de 300€ à l'association ASSAD-HAD.

● 2019-053 : Convention avec la commune d'Athée sur cher pour la réciprocité de la gratuité des frais de scolarité en cas de dérogation

La commune d'Athée sur Cher par délibération du 3 juillet 2019 a fixé le montant de la participation financière relative aux frais de scolarité qui sera demandé aux communes de résidence des élèves scolarisés à Athée sur Cher, mais ne résidant pas sur son territoire, et d'établir ainsi un principe de gratuité des frais de scolarité des écoles publiques suivant un accord de réciprocité qui serait établi dans la limite de 4 élèves.

La commune d'Athée sur cher propose donc aux communes voisines de signer cette convention de réciprocité.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve la réciprocité avec la commune d'Athée sur Cher

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de réciprocité avec la commune d'Athée sur Cher

■ 2019-054 : Transfert de l'exercice de la compétence « Infrastructures de charges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » au SIEIL

Monsieur Maire indique que depuis 2013, le SIEIL a engagé un programme départemental de déploiement d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables et qu'à ce titre le transfert de compétence présente un intérêt pour la commune. Pour mémoire, en 2018, le SIEIL a créé une société publique locale « modulo » qui assure l'exploitation et l'interopérabilité des Infrastructures de charges pour véhicules électriques et hybride rechargeables (IRVE), avec un objectif de mutualisation des coûts et d'équilibre du service. Aussi, afin de permettre au SIEIL de continuer la gestion des bornes sur notre commune, il est impératif de régulariser l'adhésion à cette compétence. Aucune cotisation n'est associée.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2224-37, permettant le transfert de la compétence « IRVE : mise ne place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L. 2224-31 du Code Générale des Collectivités,

Vu les statuts du SIEIL notifiés par arrêté préfectoral n° 17-18 en date du 7 juin 2017 et notamment l'article 2-2-5 habilitant le SIEIL à exercer la compétence de création, entretien et exploitation des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques et hybrides rechargeables,

Considérant que le SIEIL a engagé dès 2013 un programme départemental de déploiement d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, et ce à travers un maillage cohérent couvrant l'ensemble du territoire et que, à ce titre, le transfert de la compétence présente un intérêt pour la commune,

Considérant que pour inscrire une infrastructure de charge dans le programme de déploiement du SIEIL, il convient de confirmer l'engagement de la commune sur la gratuité des véhicules électriques sur les places réservées à cet effet,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal, Après en avoir délibéré par :

Approuve le transfert de compétence « IRVE : mise ne place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » au SIEIL pour la mise en place d'un service,

dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge,

Adopte les conditions d'adhésion à l'exercice de la compétence IRVE approuvées par le Comité Syndical du SIEIL en date du 15 octobre 2015,

S'engage à accorder à compter de la pose de la borne, la gratuité du stationnement pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables sur tout emplacement de stationnement sis sur le territoire communal : Avec ou sans dispositif de recharge en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité

Si pose d'une nouvelle borne à compter du 01/01/2019

S'engage à verser au SIEIL la participation financière due en application des conditions techniques, administratives et financières pour la réalisation des travaux d'installation, le cas échéant,

S'engage à inscrire les dépenses correspondantes au budget communal et donne mandat à Monsieur le Maire pour régler les sommes dues au SIEIL,

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de la compétence IRVE.

Charge Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document qui en découle et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

■ 2019-055 : Recrutement d'un agent par voie de mutation

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (25/35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 01/10/2019 ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'agent technique ;

Le Maire propose à l'assemblée :

la création d'un emploi permanent d'agent technique à temps non complet, à raison de 25/35èmes

à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des agents techniques au grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie hiérarchique C, l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : Garderie, cantine, entretien des locaux

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

la modification du tableau des emplois à compter du 01/10/2019.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE

de créer au tableau des effectifs un emploi permanent à temps non complet d'agent technique au grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie hiérarchique c à raison de 25 heures (durée hebdomadaire de travail).

Cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents

■ tarifs et modalités de location du broyeur

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Ricou, le broyeur est désormais indépendant sur remorque.

Le fabricant doit faire une fiche de sécurité et d'utilisation, le broyeur pourra être mis à disposition des habitants, reste à définir si une caution doit être fixée, si le broyeur doit être mis à disposition par un employé communal et si le service doit être facturé.

Le conseil doit réfléchir encore sur ces modalités, n'ayant pas encore toutes les informations nécessaires pour cette prise de décision.

Ces modalités devront également être revues pour les prêts de barnums et de tables.

Il sera également envisagé de nommer un employé communal responsable des prêts.

■ 2019-056 : Avenant au contrat de maitrise d'œuvre
de l'atelier de transformation

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur CAUBEL

Conformément à l'article 4.10 du CCAP, il convient de fixer la rémunération finale de la maitrise d'œuvre suite au complément de missions PRO-DCE-ACT-VISA-DET et AOR sur les travaux de VRD.

Le montant des marchés validés par la commission d'attribution s'élève à 483.535.39 euros HT.

Compris estimation du lot Panneaux Photovoltaïques.

Le taux de rémunération figurant dans l'acte d'engagement est de 10%.

Montant des travaux : 483 535,39 € HT

Taux de rémunération HT: 10,0000%

Forfait de rémunération HT: 48 353,54 €

Eléments de missions	Total global			%	PHI3
	%	HT	cumul		
MISSION BASE					
ESQUISSE/APS	12	4 080,00 €			4 080,00 € <i>inchangé</i>
APD	15	5 100,00 €	9 180,00 €		5 100,00 € <i>inchangé</i>
PRO	23	11 121,31 €	20 301,31 €		11 121,31 €
ACT	10	4 835,35 €	25 136,67 €		4 835,35 €
VISA	5	2 417,68 €	27 554,34 €		2 417,68 €
DET	32	15 473,13 €	43 027,48 €		15 473,13 €
AOR	3	1 450,61 €	44 478,08 €		1 450,61 €
TOTAL BASE	100	44 478,08 €			44 478,08 €

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 voix d'ABSTENTION

Approuve l'avenant au contrat de maitrise d'œuvre

Charge M le Maire de la signature des éventuels documents afférents

Questions diverses :

1 Bulletin municipal

Il faut que le bulletin sorte avant la foire aux chèvres,

Monsieur le Maire fera plusieurs articles :

Montessori, site internet, nouveaux services de l'agence postale,

Madame Allab fera un article sur l'école publique

Ludovic Hardouin fera un article sur la fête de la bière bilan et annonce de la prochaine et un article sur le SIAEP.

Céline Cefber-Mandard fera un article sur les ateliers

Amaury De Louvencourt fera un article sur Montpoupon.

Olivier Arnold fera un article sur les tambours japonais, et une présentation de Nathalie Kawamura,

Article sur Louis XII détail des manifestations point trésorerie.

Nous referons un article sur la bibliothèque avec Monsieur Bach et un article sur jour de Cher et sur la foire aux chèvres.

Date butoir pour le 20 septembre

2 Rentrée scolaire publique et Montessori

L'institutrice de l'école publique est une jeune femme très agréable qui semble s'être acclimatée avec facilité à notre village.

Concernant l'école Montessori La rentrée scolaire s'est très bien passée les enfants se sont facilement habitués, Marion et Sara travaillent en harmonie.

Les gâches électriques des portillons des deux écoles seront mises en place pendant les vacances de la toussaint.

3 Busage des fossés de remembrement

Lors d'un précédent conseil municipal il avait été acté que la commune achèterait les buses et que le remblaiement serait assuré par le château de Montpoupon.

Le château de Montpoupon a complètement nettoyé le fossé mais n'a pas la possibilité de procéder au remblaiement qui nécessite des matériaux particuliers.

Par conséquent la commune va prendre en charge le remblaiement.

Cependant, il est rappelé le principe général qui s'applique à tous les fossés de bord de routes, le propriétaire paie les fournitures et la commune met en place.

4 Vente de parcelles

La famille Cauchy souhaite acquérir une parcelle communale non constructible dans le prolongement de leur parcelle actuelle.

Cette parcelle qui jouxte le terrain de la salle des fêtes a été dernièrement acquise il est proposé de se rapprocher des demandeurs pour affiner le projet.

Un point sera mis à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal.

5.Camera vidéo surveillance

La question est posée sur leurs fonctionnements monsieur Arnold informe le conseil que tout fonctionne correctement et que la formation sur le nouveau logiciel sera faite rapidement

6 Watt way route a énergie positive

Il faudrait tester sur un périmètre défini et voir si ce dispositif est compatible avec les bâtiments historiques

7 Commune propre

Monsieur le Maire a Rendez-vous avec un commerciale Reco, Il s'agit d'un appareil qui broie le plastique, ce broyat est ensuite utilisé pour refaire du plastique, c'est une façon d'arrêter l'hémorragie de fabrication du plastique.

Si le projet aboutit, les habitants qui mettraient leurs bouteilles dans ce récupérateur obtiendraient une remise chez les commerçants de Céré la Ronde.

8 Sècheresse dégâts éventuels :

La Commune souhaite engager une procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle auprès des services de la Préfecture afin que la commission interministérielle compétente soit saisie et se prononce.

La reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêté interministériel peut ouvrir la possibilité d'une indemnisation.

Pour ce faire la commune va lancer une campagne d'affichage, afin que les habitants ayant noté des dégradations de leur habitation suite à la sécheresse transmettent à la mairie les photos des dégâts subit.

9 Fête de la bière 2020

Elle pourrait être organisée le samedi 30 mai, sachant que la commune prend en charge une partie du coût de cette manifestation, reste à déterminer qui pourrait porter l'organisation de cette manifestation.

DECISIONS DU MAIRE

N_	Tiers	Objet	Compte	MONTANT	Date
608	BRICO DEPOT	Logement 2 impasse de la forge aménagement cuisine	2184	275.00€	13/06/2019
621	FEPP	Achat d'un disque dur pour ancien PC	2183	59.00€	28/06/2019
618	CHOINIERE	Stade création d'un coffret prise de courant	2135	6293.28€	28/06/2019
617	ENEDIS	2B impasse de la forge passage de monophasé à triphasé	2135	569.52€	28/06/2019
693	JAN BUSSER	Travaux de voirie accès pompier maison rouges Montbuisson et Beaume	2151	43837.20€	12/07/2019

		reconstruction de la chaussée			
692	ROBIN BENOIT	Installation de 2 pergolas rue de la Ronde	2135	5612.71€	12/07/2019
691	BRICOMARCHE	Achat de climatiseurs pour la Mairie	2135	339.80€	12/07/2019
690	JAN BUSSER	Création d'une plateforme au dépôt la Cave	2128	5082.00€	12/07/2019
739	CHAVIGNY	Couvercle pour regard casse logement locataire impasse Saint Martin	2158	310.80€	19/07/2019
759	JAN BUSSER	Mise en œuvre de terre végétale pour terrassement	2135	1422.00€	26/07/2019
768	GARAGE LOISEAU	Pompe à eau	2158	409.00€	09/08/2019
838	ETABLISSEMENT P	Enceinte amplifiée pour les diverses cérémonies	2188	274.40€	20/08/2019

Les point à l'ordre du jour étant épuisés la séance a été clôturée à 12h10

Prochain conseil vendredi 18 octobre 19 heures

Maire	Jacques DUVIVIER	
1 ^{er} Adjoint	Philippe CAUBEL	
2 ^e Adjoint	Olivier ARNOLD	
3 ^e Adjoint	Ludovic HARDOUIN	
Conseillère	Monique ALLAB	

Conseiller	Vincent BONIGAL	
Conseillère	Céline CEFBER-MANDARD	
Conseiller	Amaury de LOUVENCOURT	
Conseiller	Yvon GUEGAN	
Conseiller	Christian RICOU	